

SPORT AMATEUR: UN BUDGET QUI INQUIÈTE

Entre la baisse du budget alloué au ministère des Sports et la diminution des contrats aidés, les associations sportives varoises craignent pour leur pérennité. Une pétition est lancée. **P 18**



(Photo D. Z.)

Var

var-matin
Samedi 6 octobre 2018 18

Des restrictions de contrats qui n'aident pas le sport

Le mouvement sportif, inquiet de la réduction drastique des contrats aidés par le gouvernement, lance une pétition afin de venir en aide aux clubs amateurs, particulièrement impactés

Depuis l'été 2017 et l'annonce par le gouvernement d'une baisse du budget des Sports et de la suppression progressive des contrats aidés (lire ci-contre), le monde associatif est aux abois. Et notamment le milieu du sport amateur. C'est d'ailleurs le Comité national olympique et sportif français qui a réagi le premier en lançant il y a quelques jours sur les réseaux sociaux une pétition nationale¹. Laquelle est évidemment relayée dans le Var par le Comité départemental olympique et sportif (CDOSS).

« La décision prise l'année dernière connaît des retombées progressives aujourd'hui », regrette Lucienne Roques, la présidente du CDOSS. Au fur et à mesure que les contrats arrivent à leur terme, ils ne sont pas renouvelés et les clubs qui en bénéficiaient coïncident dans leur association sportive. « Un poste dans les bureaux ou sur les terrains en tant qu'éduca-

teurs, les bénéficiaires des contrats aidés remplissaient un rôle important voire capital au sein des clubs varois (lire les témoignages ci-dessous).

Risques sur la formation
« Le budget des sports ne représente déjà que 0,3 % du budget de l'État, regrette M^{me} Roques, et il est en diminution constante. 1600 postes de conseillers techniques vont être supprimés. Nous allons au-devant de difficultés énormes, alors que la France s'est battue pour obtenir l'organisation des Jeux olympiques 2024. Avec la suppression des contrats aidés, c'est en effet une partie de la formation des jeunes qui va souffrir. Et c'est la politique sportive de l'État qui est en cause. »

Rencontrez avec quatre des nombreux clubs varois impactés.

D. Z.

dxaitoun@nikemartin.fr

1. kajp.org/Contraire-sur-www.franceolympique.com



Murielle Roques, la présidente du Comité départemental olympique et sportif, et son directeur, Nicolas Castan. (Photos D. Z.)

Qu'est-ce qu'un emploi aidé ?

Selon les définitions de l'Insee, un contrat aidé est un contrat de travail dérogatoire au droit commun, pour lequel l'employeur bénéficie d'aides, lesquelles peuvent prendre la forme de subventions à l'embauche, d'exonérations de certaines cotisations sociales, d'aides à la formation. Le principe est de diminuer, par des aides directes ou indirectes, les coûts d'embauche et/ou de formation pour l'employeur. Accès à ces contrats est réservé aux personnes rencontrant des difficultés particulières d'accès à l'emploi et leur nombre est piloté par les pouvoirs publics.

► USAM Toulon : "On fait souvent avec ce que l'on a"

Depuis quelle n'est plus affiliée à la Marine, l'USAM Toulon compte surtout sur ses six salariés et les bonnes volontés pour offrir une quinzaine d'activités sportives, artistiques et culturelles à ses 1325 adhérents. « Nos plus grosses sections sont le foot et l'athlétisme, avec 250 licenciés chacune, puis les arts martiaux, détaille Christiane Moncourtois, la présidente. On fait souvent avec ce que l'on a car il y a de moins en moins de bénévoles. La Région et le Département ne nous aident plus. Heureusement que la subvention municipale est maintenue et que le service des sports est toujours à nos côtés. Comme nous refusons d'augmenter les cotisations, ce sont nos gens très motivés qui travaillent au bonheur des enfants. »



La présidente, Christiane Moncourtois (à gauche).

► PTT Hyères football : "C'est un problème majeur pour nous"

Dominique Julien-Paletier a récemment été élu président de la section football de l'ASPTT Hyères. Un club qu'il connaît parfaitement pour en être l'une des chevilles ouvrières depuis des années. « Aujourd'hui encore, nous disposons d'un contrat aidé, français, dont le rôle est très important. Mais il ne sera pas renouvelé et ça se terminera à la fin de l'année. C'est un problème majeur pour nous... et pour lui ! Il ne pourra plus cumuler ses points de retraite chez



Le président Dominique Julien-Paletier (2^e de profil de la droite) avec l'équipe 2 des US.

nous... » Pour compenser la charge de travail, le club compte une nouvelle fois sur la bonne volonté de ses nombreux bénévoles. Mais le mal est fait au niveau des nouveaux licenciés puisque les catégories U6 à U10 sont déjà largement surchargées.

► Avenir sportif Mar Vivo : "On a dû refuser des enfants"

Avec ses 400 licenciés, l'Avenir sportif Mar Vivo représente aujourd'hui « le deuxième club de foot de la Seyne », dixit Thomas Genisio. Le vice-président précise néanmoins que, cette année encore, le club a été contraint de refuser une cinquantaine d'enfants qui souhailaient prendre une licence, faute d'encadrement. « C'est très difficile pour nous de ne pas les prendre et encore plus de l'expliquer à leurs



Thomas Genisio, co-président, signe la pétition.

parents. Nous avions deux contrats aidés. Mais les deux nous ont quittés. Et ça

devient très délicat pour nos éducateurs, qui sont tous bénévoles, de faire sans eux. Comme, en plus, la Région ne verse plus de subvention de fonctionnement depuis deux ans et que celle de la Ville est plafonnée à 20000 euros, ce qui est très maigre, ça devient très compliqué. Je trouve regrettable que l'on aide de moins en moins les petits clubs, qui sont censés former les champions de demain ! »

► Draguignan Var Handball : "Nous courrons à la catastrophe"

En charge du secteur sportif, le co-président du Draguignan Var Handball est bien placé pour évoquer le sujet. « Jusqu'à présent, nous bénéficions de deux contrats aidés. L'un s'est arrêté fin juin et l'autre fin août, regrette Loïc Gérard. Aujourd'hui, le club se retrouve dans une situation catastrophique, et nos deux anciens collaborateurs ne pourront plus cumuler des points pour leur retraite. » Il s'occupe de la formation mois après de la compétition. Ils aident le club à se développer. Sans eux, ça va devenir ingérable. » Le kiné ne cache pas son amertume ni sa crainte de voir son club freiné dans son ascension, voire être contraint de revenir à des présentations sportives plus modestes. Alors, le club tente le tout pour le tout : « Nous allons demander à



Loïc Gérard, co-président, monte au créneau.

la mairie de nous aider pour tenter d'embaucher un CDI. Mais, si nous n'y parvenons pas, nous courrons à la catastrophe. »